

**Des voix:** Oh, oh!

**M. Rae:** Je vois que j'ai réveillé certains des fauves endormis qui voteront certainement pour les mesures que le cabinet présentera, quelles qu'elles soient, et cela s'est déjà produit par le passé, aussi étrange que cela puisse sembler. Je voudrais pourtant dire quelques mots au secrétaire parlementaire du ministre des Finances (M. Evans) à propos de ses propres observations et de celles du ministre de l'Industrie et du Commerce (M. Gray). Le ministre nous dira peut-être comment la situation peut avoir changé à tel point que le gouvernement n'a pas besoin de présenter un budget en juin quand il demande 12 milliards de dollars, alors qu'en octobre, il exigeait la présentation d'un budget avant d'accepter une demande de 7 milliards de dollars.

**M. Paproski:** Répondez, Herb.

**M. Rae:** C'est une énigme que j'aimerais bien que le ministre essaie de résoudre ce soir à la Chambre. Le gouvernement est incapable de répondre à cette question. Il y a des contradictions flagrantes entre les déclarations que le gouvernement actuel faisait à propos des déficits, des dépenses et de la façon d'éliminer les déficits, à propos de la nature de l'imposition et de la récession et à propos de ce que le parti libéral ferait une fois élu, et ses réalisations depuis son arrivée au pouvoir.

Ce que la critique financier du parti libéral disait avant les élections est tout à fait le contraire de ce que le gouvernement actuel dit depuis les élections. Cette contradiction criante, nous devons la signaler, la signaler sans répit aux Canadiens. Mais, par dessus tout, le parti d'en face est un parti dénué de tout principe et de toute conviction, et qui n'adhère à aucune philosophie, qu'elle soit politique ou économique.

**Des voix:** Oh, oh!

**M. Rae:** La seule force qui tient ces miteux ensemble, c'est la soif du pouvoir. Il n'y a rien d'autre. Quand donc avons-nous entendu le parti libéral déclarer, avant les élections, qu'un déficit accru était la cause de l'inflation? Nous l'avons entendu le déclarer, alors qu'il se trouvait dans l'opposition.

**Une voix:** Si vous n'y prenez pas garde, ils vont vous laisser tomber.

**M. Rae:** Dans l'opposition, c'est le député de Windsor-Ouest (M. Gray) qui a dit que les déficits avaient moins d'importance que les gens. C'est ce qu'il a dit. Quand allons-nous l'entendre dire de la bouche du ministre des Finances, du ministre de l'Industrie et du Commerce, du secrétaire parlementaire ou du premier ministre (M. Trudeau)? Quand allons-nous les entendre le dire? Quand va-t-on annoncer que le gouvernement va réduire le déficit, alors que notre économie entre dans une période de récession, que nos industries ne tournent plus qu'à 80 p. 100 de leur capacité, et même à moins de 70 p. 100 dans certains cas, et alors que notre taux de chômage dépasse 7 p. 100 de la population active pour le cinquantième mois d'affilée? Et s'il a l'intention de le faire, comment s'y prendra-t-il, de quelle façon augmentera-t-il les impôts et quelles dépenses supprimera-t-il?

Le secrétaire parlementaire déclare qu'il nous faut réduire le déficit. Il n'y a que deux façons de le faire, soit en réduisant les dépenses, soit en augmentant les recettes. C'est là un principe dont personne à la Chambre qui possède de bonnes notions de mathématiques, comme le secrétaire parlementaire, ne peut disconvenir. Là n'est pas le problème. Ils forment le gouverne-

### *Pouvoir d'emprunt—Loi*

ment. Je leur demande ce qu'ils vont faire. Augmenteront-ils les recettes ou réduiront-ils les dépenses? Quand et comment le feront-ils? Tant que le gouvernement n'aura pas répondu à ces questions, il ne mérite pas d'obtenir un seul sou de pouvoir d'emprunt de la Chambre.

Nous devrions en revenir au rôle historique du Parlement. Le Parlement doit tenir les cordons de la bourse. C'est le Parlement qui doit user de son pouvoir pour surveiller les affaires du pays, et non pas le Sénat. Ce n'est pas non plus en déléguant le sous-ministre des Finances au Sénat pour y tenir un long exposé théorique sur les différentes possibilités que l'on y arrivera. On n'y arrivera pas en envoyant le gouverneur de la Banque du Canada faire des discours dans toutes les régions du pays pour expliquer la politique économique des gouvernements précédents et du gouvernement actuel, parce que, quoi qu'il arrive, Bouey XVI sera là pour les années à venir. Ce n'est pas ainsi que l'on est censé présenter son programme. C'est ici même, devant le Parlement, que le gouvernement est censé présenter sa politique et rendre des comptes. Nous avons été élus et les autres Canadiens s'attendent à ce que nous prenions nos responsabilités et que nous leur fournissions des explications.

Le gouvernement actuel nous impose un rituel—et le gouvernement conservateur nous l'imposait également—en nous faisant attendre le budget pendant des mois et des mois sans nous donner la moindre indication sur sa politique, en faisant des déclarations au compte-goutte. Certains affirment que le déficit doit augmenter, le premier ministre prétend qu'il ne se préoccupe pas tellement du déficit, le ministre des Finances dit que c'est un problème très grave, M. Bouey déclare qu'il n'est pas tracassé par l'importance des investissements d'où découleront des problèmes considérables pour le pays dans les années à venir, et M. Stewart a dit tout juste le contraire la semaine suivante devant exactement le même comité du Sénat. Ce n'est pas ainsi que l'on doit gérer les finances du Canada. Ce n'est certainement pas une bonne façon de le faire.

Pour terminer, je tiens à bien préciser une chose.

**M. Beatty:** Richard Nixon a été le dernier à dire cela.

**Une voix:** Il n'y a pas de comparaison.

**Une voix:** C'est un bon parallèle.

**M. Chénier:** Il en reste muet.

**M. Rae:** Nous nous dirigeons vers une grave récession économique. L'économie américaine glisse dans une récession beaucoup plus grave que ce qu'on avait prévu. Ce n'est pas le moment de songer à d'importantes hausses d'impôts quand rien n'indique de demande excessive dans le secteur public, dans le secteur privé ou chez les consommateurs. Ces choses doivent être dites. On répète souvent, presque comme une ritournelle, que le déficit courant entraîne une forte inflation et que nous devons contrer ce mouvement en haussant les impôts. C'est une rangaine insensée. N'empêche que la demande générale dans l'économie canadienne a fléchi sensiblement et sérieusement. Ce n'est pas le moment pour le gouvernement d'envisager la moindre hausse d'impôts qui aurait pour seul effet de nuire à la moyenne des Canadiens et d'entraver notre croissance économique.